

Les Cahiers de Ventotene

Altiero Spinelli - Ernesto Rossi

LE MANIFESTE DE VENTOTENE



**INSTITUT D'ETUDES FEDERALISTES
ALTIERO SPINELLI**

**Pour une Europe
libre et unie**

Projet de Manifeste

I. La crise de la civilisation moderne

La civilisation moderne a posé comme fondement le principe de la liberté, en vertu duquel l'homme ne doit pas être simplement un instrument pour autrui mais un centre autonome de vie. Sur cette base, on a instruit un grandiose procès historique à l'encontre de tous les aspects de la vie sociale soupçonnés de ne pas s'y conformer.

1) On a affirmé le droit égal de toutes les nations à se constituer en Etats indépendants. Chaque peuple, défini par ses caractéristiques ethniques, géographiques, linguistiques et historiques, devait trouver dans l'organisme d'Etat créé pour son propre compte, selon sa conception particulière de la vie politique, l'instrument apte à satisfaire le mieux possible ses exigences, indépendamment de toute intervention étrangère. L'idéologie de l'indépendance nationale a constitué un puissant levain de progrès ; elle a permis de surmonter les divergences basées sur l'esprit de clocher, dans l'optique d'une plus vaste solidarité contre l'oppression des dominateurs étrangers ; elle a éliminé une bonne part des obstacles à la circulation des hommes et des marchandises ; elle a fait s'étendre, à l'intérieur des frontières de chaque nouvel Etat, les institutions et les systèmes des peuples les plus civilisés aux populations les plus arriérées. Elle portait cependant en elle les germes de l'impérialisme capitaliste que notre génération a pu voir grandir démesurément jusqu'à la formation d'Etats totalitaires et au déclenchement des guerres mondiales.

La nation n'est plus considérée, à présent, comme le produit historique de la vie en commun d'hommes qui, parvenus à travers un long processus à une plus grande unité de coutumes et d'aspirations, trouvent dans leur Etat la forme la plus efficace en vue de l'organisation de leur vie collective dans le cadre de toute la société humaine ; elle est devenue, au contraire, une entité divine, un organisme qui ne doit penser qu'à sa propre existence et à son propre développement, sans se préoccuper le moins du monde du dommage qu'il pourrait ainsi faire subir aux autres. La souveraineté absolue des Etats nationaux a conduit à la volonté de domination de chacun d'entre eux, dans la mesure où chacun se sent menacé par la puissance des autres et considère comme son «espace vital» des territoires de plus en plus vastes devant lui permettre de se mouvoir librement et de s'assurer en toute indépendance ses moyens de subsistance. Cette volonté de domination ne peut s'apaiser que dans l'hégémonie de l'Etat le plus fort sur tous les autres qui lui seraient asservis.

En conséquence, de garant de la liberté des citoyens, l'Etat s'est transformé en maître de sujets tenus à son service et doué de toutes facultés pour maximiser son efficacité guerrière. Même au cours des périodes de paix, considérées comme des pauses en vue de la préparation des guerres futures inévitables, la volonté des milieux militaires prédomine désormais dans de nombreux pays sur celle des milieux civils, rendant de plus en plus difficile le fonctionnement des institutions politiques libres : l'école, la science, l'appareil productif, l'administration sont principalement dirigés vers l'augmentation du potentiel guerrier ; les mères sont considérées comme des faiseuses de soldats et par conséquent, sont récompensées selon les mêmes critères que ceux avec lesquels on récompense, dans les foires, les bêtes prolifiques ; les enfants sont éduqués, depuis leur plus tendre enfance, au métier des armes et à la haine de l'étranger ; les libertés individuelles sont réduites à néant du moment que tout le monde est militarisé et continuellement appelé à faire le service militaire ; les guerres successives obligent à abandonner la famille, l'emploi, les biens, et à sacrifier jusqu'à sa vie même au profit d'objectifs dont personne ne comprend vraiment la valeur ; en quelques jours, on

détruit le fruit de plusieurs dizaines d'années d'efforts accomplis en vue d'accroître le bien-être commun.

Les Etats totalitaires sont ceux qui ont réalisé de la façon la plus cohérente l'unification de toutes leurs forces, en réalisant un maximum de centralisation et d'autarcie et ils se sont donc révélés comme les organismes les plus adaptés au milieu international actuel. Il suffit qu'une nation fasse un pas en avant vers un totalitarisme plus marqué pour qu'elle soit suivie par les autres, entraînées dans le même sillon par leur volonté de survivre.

2) On a affirmé que tous les citoyens ont le même droit à concourir à la formation de la volonté de l'Etat. Celle-ci devant ainsi représenter la synthèse des différentes exigences économiques et idéologiques de toutes les catégories sociales, librement exprimées. Cette organisation politique a permis de corriger, ou pour le moins d'atténuer, beaucoup des injustices les plus criantes héritées des régimes précédents. Mais la liberté de presse et d'association d'une part et l'extension progressive du vote d'autre part rendaient de plus en plus difficile la défense des anciens privilèges tout en maintenant le système représentatif.

Les prolétaires apprenaient, peu à peu, à se servir de ces instruments pour donner l'assaut aux droits acquis par les classes aisées ; les contributions sociales sur les revenus non salariés et sur les successions, les taux d'imposition progressifs sur les plus grosses fortunes, l'exemption des revenus les plus bas et des biens de première nécessité, la gratuité de l'école publique, l'accroissement des dépenses d'assistance et de prévention sociales, les réformes agraires, le contrôle des usines, menaçaient les classes privilégiées dans leurs derniers bastions.

Même les couches sociales privilégiées qui avaient souscrit à l'égalité des droits politiques, ne pouvaient admettre que les classes déshéritées s'en servent pour chercher à réaliser cette égalité de fait qui aurait donné à ces droits un contenu concret de liberté effective. Lorsqu'après la fin de la première guerre mondiale, la menace se fit trop pressante, il parut bien naturel que ces milieux approuvent chaleureusement et appuient l'instauration des dictatures qui retiraient les armes légales des mains de leurs

adversaires.

Par ailleurs, la formation de complexes industriels et bancaires gigantesques et de syndicats englobant sous une même direction des armées entières de travailleurs — syndicats et complexes qui faisaient pression sur le gouvernement pour obtenir la politique la plus conforme à leurs intérêts particuliers — menaçait de faire éclater l'Etat lui-même en plusieurs fiefs économiques luttant de manière exacerbée entre eux. Les organisations démocratico-libérales devenaient l'instrument dont se servaient ces groupes pour mieux exploiter la collectivité dans son ensemble ; c'est pourquoi elles perdaient de plus en plus leur prestige et la conviction se répandait que seul l'Etat totalitaire pouvait parvenir, par l'abolition des libertés populaires, à résoudre, d'une certaine manière, les conflits d'intérêt que les institutions politiques existantes n'arrivaient plus à endiguer.

En fait, par la suite, les régimes totalitaires ont consolidé, dans l'ensemble, la position des diverses catégories sociales aux niveaux atteints précédemment, et bloqué — au moyen du contrôle policier sur toute la vie des citoyens et par l'élimination violente de toutes les dissidences — toute possibilité légale d'apporter des modifications ultérieures à l'état de choses en vigueur. On a garanti ainsi le maintien de la classe absolument parasitaire des propriétaires terriens absentéistes et des rentiers dont le seul apport à la production sociale consiste à détacher les coupons de leurs titres, l'existence des classes monopolistes et des sociétés en chaîne qui exploitent les consommateurs et font se volatiliser l'argent des petits épargnants, celle des ploutocrates qui, cachés dans les coulisses, tirent les ficelles des hommes politiques pour diriger toute la machine de l'Etat à leur seul profit sous couvert de satisfaire aux intérêts supérieurs de la nation. C'est ainsi qu'étaient préservées les fortunes colossales d'un petit nombre et perpétuée la misère des grandes masses, exclues de toute possibilité de jouir des fruits de la culture moderne. De cette manière, on a sauvé dans ses grandes lignes un régime économique dans lequel les réserves matérielles et les forces de travail qui devraient tendre à la satisfaction des besoins fondamentaux pour le développement des énergies humaines vitales, étaient au contraire utilisées pour

satisfaire les désirs les plus futiles de ceux en mesure de payer les prix les plus élevés ; un régime économique dans lequel, grâce au droit de succession, la puissance de l'argent se trouvait perpétuée au sein d'une même classe, se transformant ainsi en un privilège sans aucune correspondance avec la valeur sociale des services effectivement rendus, et dans lequel la marge de possibilités du prolétariat était si réduite que, pour vivre, les travailleurs étaient souvent contraints de se laisser exploiter par quiconque leur offrait une possibilité d'emploi quelle qu'elle soit.

Dans le but d'immobiliser les classes ouvrières et de les maintenir en état de soumission, on a transformé les syndicats, de libres organismes de lutte dirigés par des individus jouissant de la confiance de leurs membres, en organes de surveillance policière sous la direction d'employés choisis par la classe gouvernante et responsables devant elle seule. Si quelque modification est apportée à un tel régime économique, c'est toujours et uniquement en fonction des exigences du militarisme, qui se confondent avec les aspirations réactionnaires des milieux privilégiés à faire naître et consolider les Etats totalitaires.

3) Contre le dogmatisme autoritaire, s'est affirmée la valeur permanente de l'esprit critique. Tout ce que l'on soutenait devait être justifié sous peine de disparition. C'est au caractère méthodique de cette attitude sans préjugés que l'on doit la majeure partie des conquêtes opérées par notre société dans tous les domaines. Mais cette liberté de l'esprit n'a pas survécu à la crise qui a fait surgir les Etats totalitaires. De nouveaux dogmes — devant être acceptés par conviction ou par hypocrisie — sont en voie d'être promulgués souverainement dans toutes les sciences.

Bien que personne ne sache ce qu'est une race et que les notions historiques les plus élémentaires en démontrent l'absurdité, on exige des physiologues qu'ils croient, démontrent et persuadent que l'on appartient à une race élue, uniquement parce que l'impérialisme a besoin de ce mythe pour exalter dans les masses la haine et l'orgueil. Les concepts les plus évidents de la science économique doivent être considérés comme anathèmes pour présenter la politique autarcique, les échanges équilibrés et les autres

instruments démodés du mercantilisme, comme des découvertes extraordinaires de notre époque. En raison même de l'interdépendance économique de toutes les parties du monde, l'espace vital de tout peuple désireux de garder un niveau de vie correspondant à la civilisation moderne est constitué par la totalité du globe; on a cependant créé la pseudo-science de la géopolitique par laquelle on entend démontrer le bien-fondé de la théorie des espaces vitaux, afin de donner une base théorique à la volonté de conquête propre à l'impérialisme.

On falsifie les données fondamentales de l'histoire, toujours dans l'intérêt de la classe au pouvoir. Les bibliothèques et les librairies sont purifiées de tous les ouvrages qui ne sont pas considérés comme orthodoxes. Les ténèbres de l'obscurantisme menacent à nouveau d'étouffer l'esprit humain. Même l'éthique sociale de la liberté et de l'égalité est battue en brèche. Les hommes ne sont plus considérés comme des citoyens libres qui se servent de l'Etat pour mieux atteindre leurs finalités collectives. Ce sont des serviteurs de l'Etat qui fixe lui-même quelles doivent être leurs finalités, et la volonté de la classe au pouvoir est considérée comme la volonté même de l'Etat. Les hommes ne sont plus des sujets de droit, mais, organisés hiérarchiquement, ils sont tenus d'obéir, sans discuter, aux autorités supérieures avec, à leur tête, un chef dûment divinisé. Le régime des castes renaît, dans toute sa force, de ses propres cendres.

Après avoir triomphé dans toute une série de pays, cette civilisation réactionnaire totalitaire a enfin trouvé, dans l'Allemagne nazie, la puissance qui s'est avérée à même d'en tirer les conséquences extrêmes. Après une préparation méticuleuse, projetant avec audace et sans scrupules des rivalités, des égoïsmes et de la stupidité d'autrui entraînant à sa suite d'autres Etats européens vassaux — au premier rang desquels figure l'Italie — s'alliant avec le Japon qui poursuivait en Asie des buts identiques, elle se lança dans l'oeuvre de conquête. Sa victoire signifierait la consolidation définitive du totalitarisme dans le monde. Toutes ses caractéristiques s'en trouveraient exaspérées au maximum, et les forces progressistes seraient condamnées, pour longtemps, à une simple opposition négative.

L'arrogance traditionnelle et l'intransigeance des milieux militaires allemands peuvent déjà nous donner une idée de ce que serait le caractère de leur domination après une guerre victorieuse. Les Allemands, victorieux, pourraient même se permettre de paraître généreux envers les autres peuples européens, de respecter formellement leurs territoires et leurs institutions politiques, afin de gouverner en donnant satisfaction au stupide sentiment patriotique qui attache de l'importance à la couleur des poteaux frontières et à la nationalité des hommes politiques qui se présentent sur le devant de la scène, plutôt qu'au rapport des forces et au contenu effectif des organismes de l'Etat. Quel que soit son camouflage, la réalité serait toujours la même : une nouvelle division de l'humanité en Spartiates et Hilotes.

Même une solution de compromis entre les parties en lutte se traduirait par un autre progrès du totalitarisme, étant donné que tous les pays qui auraient pu échapper à l'emprise de l'Allemagne se verraient contraints d'adopter ses mêmes formes d'organisation politique afin de se préparer convenablement à la reprise de la guerre.

Mais si l'Allemagne hitlérienne est parvenue à abattre, un à un, les Etats les plus petits, elle a, ce faisant, obligé des forces de plus en plus puissantes à entrer en lice. La combativité courageuse de la Grande-Bretagne — même dans les moments les plus critiques où elle est demeurée seule à tenir tête à l'ennemi — a fait en sorte que les Allemands sont allés se heurter à l'insurmontable résistance de l'armée soviétique, et a donné le temps à l'Amérique de faire démarrer la mobilisation de ses ressources de production illimitées. Cette lutte contre l'impérialisme allemand s'est par ailleurs étroitement liée à celle que le peuple chinois mène contre l'impérialisme japonais.

Des masses immenses d'hommes et de richesses ont alors fait front contre les puissances totalitaires ; les forces de ces puissances ont atteint leur apogée et elles ne peuvent plus désormais que se consumer progressivement. Les forces qui leur sont opposées ont par contre surmonté le moment de dépression maximum et sont en progression.

La guerre des alliés réveille chaque jour davantage la volonté

de libération, même dans les pays qui avaient succombé à la violence et avaient été étourdis par le coup reçu : elle réveille cette même volonté jusque chez les peuples des puissances de l'Axe qui, à leur tour, se rendent compte d'avoir été entraînés dans une situation désespérée, uniquement pour assouvir la soif de domination de leurs chefs.

Le lent processus par lequel d'énormes masses d'hommes se laissent modeler passivement par le nouveau régime, s'y conforment et contribuent ainsi à le consolider, s'est arrêté ; on assiste même à l'amorce du processus inverse. Dans cette immense vague qui se soulève lentement, toutes les forces progressistes se retrouvent, ainsi que les parties les plus éclairées des classes ouvrières qui ne s'étaient laissées détourner ni par la terreur ni par les flatteries de leur aspiration à une forme de vie plus élevée, les éléments les plus conscients des milieux intellectuels, offensés par la dégradation imposée à l'intelligence, les chefs d'entreprises qui, se sentant capables de nouvelles initiatives, voudraient se libérer des carcans bureaucratiques et des autarcies nationales qui entravent leurs mouvements, tous ceux enfin qui, par un sens inné de dignité, ne savent pas plier l'échine dans l'humiliation de la servitude.

C'est à toutes ces forces qu'est confiée aujourd'hui la sauvegarde de notre civilisation.

II. Tâches de l'après-guerre. L'unité européenne

La défaite de l'Allemagne n'entraînera cependant pas automatiquement la réorganisation de l'Europe suivant notre idéal de civilisation.

Durant la brève et intense période de crise générale où les Etats resteront en miettes sur le sol et où les masses populaires attendront anxieusement des propositions nouvelles et seront comme de la matière en fusion, ardente et prête à être coulée dans de nouveaux moules, capables d'accepter d'être guidées par des hommes véritablement internationalistes, les classes qui étaient les plus privilégiées par les anciens systèmes nationaux chercheront, sournoisement ou par la violence, à contrer la vague des sentiments et des passions internationalistes et s'adonneront ostensiblement à la reconstitution des anciens organismes d'Etat. Il est également probable que les dirigeants anglais, d'accord même, en cela, avec les dirigeants américains, tentent de faire avancer les choses dans ce sens, en vue d'une reprise de la politique de l'équilibre des pouvoirs, dans l'intérêt immédiat et apparent de leurs empires.

Les forces conservatrices, à savoir les dirigeants des institutions fondamentales des Etats nationaux, les cadres supérieurs des forces armées, prépondérants dans les monarchies, là où elles existent encore, les groupes du capitalisme monopoliste qui ont lié le sort de leurs profits à celui des Etats, les gros propriétaires fonciers et les hautes hiérarchies ecclésiastiques qui ne peuvent espérer voir garantir leurs revenus parasitaires que par une stable société conservatrice et, à leur suite, la multitude innombrable de

ceux qui dépendent d'eux ou qui restent éblouis par leur puissance traditionnelle, toutes ces forces réactionnaires sentent aujourd'hui déjà, que l'édifice craque et cherchent à se sauver. Son écroulement les priverait d'un coup de toutes les garanties dont elles ont joui jusqu'à présent et les exposerait à l'assaut des forces progressistes.

La situation révolutionnaire : anciens et nouveaux courants

La chute des régimes totalitaires signifiera, sur le plan sentimental, pour bien des peuples, l'avènement de la «liberté», tout frein aura disparu et les plus larges libertés de parole et d'association régneront automatiquement. Ce sera le triomphe des tendances démocratiques. Elles recouvrent d'innombrables nuances allant d'un libéralisme très conservateur au socialisme et à l'anarchie. Elles croient en la «génération spontanée» des événements ou des institutions et en la bonté absolue des impulsions venues par le bas. Elles ne veulent pas forcer la main à «l'histoire», au «peuple», au «prolétariat» ou à toute autre manière de nommer leur Dieu. Elles souhaitent la fin des dictatures en l'imaginant comme la restitution au peuple de ses droits imprescriptibles à l'autodétermination. Le couronnement de leurs rêves c'est une assemblée constituante, élue au suffrage le plus large et dans le respect le plus scrupuleux du droit des électeurs, qui devra décider de la constitution devant être adoptée. Si le peuple manque de maturité, il se donnera une mauvaise constitution ; mais on ne pourra la corriger qu'à travers un travail constant de persuasion.

Les démocrates ne renoncent pas à la violence par principe ; mais ils veulent l'employer seulement lorsque la majorité est convaincue qu'elle s'avère indispensable, c'est-à-dire lorsqu'elle ne constitue plus qu'un point superflu à mettre sur le «i»; ils sont donc des dirigeants aptes uniquement aux périodes d'administration ordinaire, où le peuple est convaincu, dans son ensemble, de la bonté des institutions fondamentales qui ne doivent être retouchées que sous des aspects relativement secondaires. Dans les époques révolutionnaires où les institutions ne doivent pas être administrées mais créées, l'expérience démocratique fait faillite,

avec éclat. La pitoyable impuissance des démocrates lors des révolutions russe, allemande, espagnole en sont trois des plus récents exemples. Dans de telles situations, après la chute de l'ancien appareil d'Etat, avec ses lois et son administration, il y a immédiatement pléthore d'assemblées et de réunions populaires dans lesquelles — en maintenant l'apparence de l'ancienne légalité ou en la méprisant — convergent et s'agitent toutes les forces sociales progressistes. Le peuple a certes quelques besoins fondamentaux à satisfaire, mais il ne sait avec précision que vouloir ni que faire. Mille cloches résonnent à ses oreilles. Avec ses millions de têtes, il ne parvient pas à s'orienter et se désagrège en une quantité de tendances antagonistes.

Au moment même où il faudrait faire preuve d'une décision et d'une audace extrêmes, les démocrates, n'ayant pas derrière eux de consensus populaire spontané mais seulement un tumulte de passions, se sentent désorientés. Ils pensent que leur devoir est de le former et se présentent alors comme des prédicateurs qui exhortent, alors qu'il faudrait des chefs qui guident et sachent où ils vont. Ils perdent les occasions favorables à la consolidation du nouveau régime en essayant de faire fonctionner tout de suite des organes qui supposent une longue préparation et sont plutôt appropriés aux périodes de relative tranquillité ; ils donnent à leurs adversaires des armes dont ceux-ci se serviront ensuite pour les renverser ; ils représentent, en somme, à travers leurs mille tendances, non plus la volonté de rénovation mais les velléités confuses qui règnent dans tous les esprits et qui, se paralysant réciproquement, préparent le terrain propice au développement de la réaction. La méthodologie politique démocratique constituera un poids mort dans la crise révolutionnaire.

Au fur et à mesure que les démocrates auront usé, dans leurs logomachies, leur popularité initiale de partisans de la liberté, et en l'absence d'une véritable révolution politique et sociale, les institutions politiques pré-totalitaires se reconstitueront inmanquablement et la lutte s'étendra à nouveau selon les anciens schémas de l'affrontement de classe.

Le principe selon lequel la lutte des classes est le dénominateur commun de tous les problèmes politiques a constitué la

directive fondamentale des ouvriers, en particulier, et a permis de donner corps à leur politique, tant que les institutions fondamentales n'étaient pas remises en question ; mais il devient un instrument de marginalisation du prolétariat à partir du moment où la nécessité s'est imposée de transformer toute l'organisation de la société. Les ouvriers, éduqués selon des critères de classes, ne savent alors voir que leurs revendications particulières, ou parfois même catégorielles, sans se soucier de les relier aux intérêts des autres couches de la société. Parfois ils aspirent même à la dictature unilatérale de leur propre classe pour réaliser la collectivisation utopique de tous les moyens matériels de production, dans laquelle une propagande séculaire a toujours vu le remède suprême à tous leurs maux. Cette politique ne réussit à avoir prise sur aucune autre catégorie sociale que la leur et les ouvriers privent ainsi les autres forces progressistes de leur soutien ou les laissent tomber à la merci de la réaction qui les organise habilement afin de briser les reins du mouvement prolétaire lui-même.

Parmi les différentes tendances du prolétariat, partisans de la politique de classe et de l'idéal collectiviste, les communistes ont admis la difficulté d'obtenir un ensemble de forces suffisant pour vaincre et, pour ce motif, ils se sont transformés — contrairement aux autres partis populaires — en un mouvement strictement discipliné qui exploite le mythe russe pour organiser les ouvriers, sans toutefois se soumettre à leurs directives et en les utilisant dans les manoeuvres les plus disparates.

En raison de cette attitude les communistes sont, dans les crises révolutionnaires, plus efficaces que les démocrates ; mais, du fait qu'ils prêchent que leur «véritable» révolution est encore à venir, ils maintiennent, autant que faire se peut, la distinction entre les classes ouvrières et les autres forces révolutionnaires et constituent donc, dans les moments décisifs, un élément sectaire qui affaiblit l'ensemble. En outre leur allégeance absolue à l'Etat russe — qui s'en est souvent servi pour atteindre les objectifs de sa politique nationale — leur interdit toute politique présentant un minimum de continuité. Ils ont toujours besoin de se camoufler derrière un Karoly, un Blum, un Négrin, pour aller ensuite facile-

ment se perdre avec les pantins démocratiques auxquels ils ont eu recours, parce que le pouvoir ne se conquiert et ne se garde pas uniquement par la ruse, mais aussi par la capacité de répondre de façon substantielle et vitale aux exigences de la société moderne.

Si demain la lutte devait se restreindre au domaine national traditionnel, il serait alors bien difficile d'échapper aux anciennes apories. Les Etats nationaux ont, en effet, déjà si profondément planifié leurs économies respectives que, bien vite, la question centrale deviendrait celle de savoir quel groupe d'intérêts économiques — c'est-à-dire quelle classe — devrait détenir les leviers de commande du plan. Le front des forces progressistes serait alors aisément brisé dans l'affrontement des classes et des catégories économiques. Ce seraient probablement les réactionnaires qui sauraient en tirer profit.

Un véritable mouvement révolutionnaire devra naître de ceux qui ont su critiquer les vieilles doctrines politiques ; il devra savoir collaborer avec les forces démocratiques, avec les communistes et, plus généralement, avec tous ceux qui voudront coopérer à la désagrégation du totalitarisme, mais sans se laisser toutefois prendre au piège de la ligne politique d'aucune d'entre elles.

Les forces réactionnaires disposent d'hommes et de cadres habiles et formés au commandement et qui se battront avec acharnement pour conserver leur suprématie. Dans la gravité du moment, ils sauront se présenter bien camouflés, se proclameront partisans de la liberté, de la paix, du bien-être général, des classes les plus pauvres. Déjà, dans le passé, nous avons vu comment ils se sont insinués derrière tous les mouvements populaires et les ont paralysés, déviés et convertis précisément en leur contraire. Ils seront sans doute la force la plus dangereuse avec laquelle il faudra compter.

Le point sur lequel ils chercheront à s'appuyer sera la restauration de l'Etat national. Ils pourront ainsi avoir prise sur le sentiment populaire le plus répandu, le plus touché par les récents événements et le plus facilement utilisable à des fins réactionnaires : le sentiment patriotique. De cette façon, ils peuvent même espérer confondre plus aisément les idées de leurs adversaires, étant donné que la seule expérience politique que les masses aient

pu conquérir jusqu'ici c'est celle qui se développe dans le cadre national, et il leur sera donc assez facile de les amener ainsi que leurs chefs les plus myopes, sur le terrain de la reconstruction des Etats abattus par l'ouragan.

Si on atteignait cet objectif, la réaction aurait gagné. Ces Etats pourraient même, en apparence, être largement démocratiques et socialistes ; le retour du pouvoir aux mains des réactionnaires ne serait alors qu'une question de temps. Les jalousies nationales réapparaîtraient et chaque Etat chercherait à nouveau la satisfaction de ses propres exigences uniquement dans la force des armes. Sa tâche primordiale serait, une fois encore et à plus ou moins bref délai, de transformer les peuples en armées. Les généraux recommenceraient à commander, les monopoles à tirer profit des autarcies, les bureaucraties à prospérer, les prêtres à tenir en main les masses. Toutes les conquêtes initiales se réduiraient à néant, face à la nécessité de se préparer de nouveau à la guerre.

Le problème qu'il faut tout d'abord résoudre, faute de quoi tout autre progrès n'est qu'apparence, c'est celui de l'abolition définitive de la division de l'Europe en Etats nationaux souverains. L'écroulement de la plupart des Etats du continent sous le rouleau compresseur allemand a déjà unifié les destins des peuples européens, appelés à se soumettre, tous ensemble, à la domination hitlérienne ou à connaître, tous ensemble également, après la chute de celle-ci, une crise révolutionnaire face à laquelle ils ne se présenteront pas figés et divisés par de solides structures étatiques. Les esprits sont déjà beaucoup mieux disposés que dans le passé à l'égard d'une réorganisation de type fédéral de l'Europe. La dure expérience des dernières décennies a ouvert les yeux de ceux qui ne voulaient pas voir et fait mûrir bien des circonstances favorables à notre idéal.

Tous les hommes raisonnables admettent désormais qu'il est aussi impossible de maintenir un équilibre entre des Etats européens indépendants parmi lesquels l'Allemagne militariste jouirait des mêmes conditions que les autres pays, que de la morceler une fois vaincue et de lui tenir l'épée dans les reins. La preuve est faite par ailleurs qu'aucun pays, en Europe, ne peut rester à l'écart pendant que les autres se battent, les déclarations de neutralité et

les pactes de non-agression n'ayant aucune valeur. On a désormais démontré l'inutilité, et même le caractère nuisible, d'organismes du type de la Société des Nations qui prétendait garantir un droit international sans une force internationale capable d'imposer ses décisions et en respectant la souveraineté absolue des Etats membres. Le principe de la non-intervention qui voulait que chaque peuple soit laissé libre de se donner le gouvernement despotique de son choix, comme si la constitution interne de chaque Etat particulier ne constituait pas un intérêt vital pour tous les autres pays européens s'est révélé absurde. Les multiples problèmes qui empoisonnent la vie internationale du continent sont devenus insolubles : tracé des frontières dans les zones à population mixte, défense des minorités allogènes, débouché maritime des pays enclavés, question balkanique ou irlandaise, etc. Alors qu'ils trouveraient la solution la plus simple dans la Fédération européenne, comme l'ont trouvée, dans le passé, les problèmes analogues des petits Etats qui sont venus se fondre dans une unité nationale plus vaste, ces problèmes ayant perdu leur âpreté du fait qu'ils étaient devenus ceux des rapports entre les différentes provinces d'une même nation.

D'autre part, la fin du sentiment de sécurité que tirait la Grande-Bretagne de son caractère invulnérable — et qui poussait les Anglais à affecter leur *splendid isolation*, la débandade de l'armée et même de la république française sous le premier choc sérieux des forces allemandes (résultat qui, il faut l'espérer, aura bien émoussé la conviction chauviniste de la supériorité absolue que les Français ont d'eux-mêmes) et, en particulier, la conscience de la gravité du danger passé d'asservissement général, représentent un ensemble de circonstances qui joueront en faveur de la constitution d'un régime fédéral qui mette fin à l'anarchie actuelle. Par ailleurs le fait que l'Angleterre ait admis désormais le principe de l'indépendance indienne et que la France ait potentiellement perdu son empire avec l'acceptation de sa défaite, rendent plus aisée la recherche d'une base d'entente pour un aménagement européen des possessions coloniales.

A tout cela, il convient enfin d'ajouter la disparition de certaines des principales dynasties et la fragilité des bases sur lesquelles

reposent celles qui subsistent. Il faut tenir compte, en effet, de ce que les dynasties, qui considéraient les différents pays comme leur propre apanage traditionnel, représentaient en raison même des intérêts puissants dont elles constituaient le support, un obstacle sérieux à l'organisation rationnelle des Etats-Unis d'Europe, qui ne peuvent s'appuyer que sur la constitution républicaine de tous les pays fédérés. Lorsque, enfin, dépassant l'horizon du vieux continent, on essaie d'embrasser dans une vision d'ensemble tous les peuples qui constituent l'humanité, il faut bien reconnaître que la Fédération européenne est l'unique garantie concevable que les rapports avec les peuples asiatiques et américains puissent se dérouler sur une base de coopération pacifique, dans l'attente d'un avenir plus lointain qui verrait la possibilité de l'unité politique de tout le genre humain.

La ligne de démarcation entre les partis progressistes et les partis réactionnaires ne suit donc plus désormais la ligne formelle du degré plus ou moins élevé de démocratie ou de socialisme à constituer, mais la ligne fondamentale la plus récente séparant ceux qui considèrent comme but essentiel de la lutte l'objectif de jadis, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique national, et qui feront, involontairement certes, le jeu des forces réactionnaires en laissant se solidifier dans le vieux moule la lave incandescente des passions populaires et réapparaître les anciennes absurdités, et ceux qui considèrent comme tâche essentielle la création d'un Etat international solide, qui orienteront vers cet objectif les forces populaires et qui, après avoir conquis le pouvoir national, s'en serviront en tout premier lieu comme d'un instrument pour réaliser l'unité internationale.

Par la propagande et par l'action, en cherchant à nouer, par tous les moyens, des ententes et des liens entre les divers mouvements qui vont très certainement se former dans les différents pays, il faut, dès à présent, jeter les bases d'un mouvement qui sache mobiliser toutes les forces pour donner naissance à la nouvelle organisation qui sera la création la plus grandiose et la plus novatrice établie en Europe depuis des siècles ; cela dans le but de constituer un Etat fédéral solide qui dispose d'une armée européenne à la place des armées nationales, qui brise avec décision les

autarcies économiques (épine dorsale des régimes totalitaires), qui ait les organes et les moyens suffisants pour faire exécuter, dans les différents Etats fédérés ses décisions tendant au maintien d'un ordre commun, tout en leur laissant l'autonomie nécessaire à une articulation souple et au déroulement d'une vie politique conforme aux caractéristiques particulières des différents peuples.

S'il se trouve, dans les principaux pays européens, un nombre suffisant d'hommes capables de le comprendre, la victoire sera bientôt entre leurs mains car la situation et les esprits seront favorables à leur oeuvre. Ils auront en face d'eux des partis et des tendances tous déjà disqualifiés par la désastreuse expérience des vingt dernières années. Comme l'heure sera venue d'accomplir des oeuvres nouvelles, ce sera aussi l'heure pour des hommes nouveaux : celle du MOUVEMENT POUR L'EUROPE LIBRE ET UNIE.

III. Tâches de l'après-guerre. La réforme de la société

Une Europe libre et unie est le préalable nécessaire pour le développement de la civilisation moderne, dont l'ère totalitaire représente l'arrêt. L'achèvement de cette ère fera reprendre pleinement et immédiatement le processus historique contre l'inégalité et les privilèges sociaux. Toutes les vieilles institutions conservatrices qui en empêchaient la réalisation se seront écroulées ou seront en train de s'écrouler ; il faudra exploiter leur crise avec courage et décision.

Pour répondre à nos exigences, la révolution européenne devra être socialiste, c'est-à-dire qu'elle devra proposer l'émancipation des classes ouvrières et la réalisation, à leur profit, de conditions de vie plus humaines. La ligne directrice des mesures à prendre dans ce sens ne peut être cependant le principe purement doctrinal de l'abolition de la propriété privée des moyens matériels de production par principe, et de sa tolérance à titre provisoire lorsque cela s'avère indispensable. L'étatisation générale de l'économie a été la première forme utopique sous laquelle les masses ouvrières se sont représenté leur libération du joug capitaliste ; mais, une fois pleinement réalisée, elle ne conduit pas au but rêvé mais à l'institution d'un régime dans lequel l'ensemble de la population est asservie à la classe restreinte des bureaucrates qui gèrent l'économie.

Le principe véritablement fondamental du socialisme, dont celui de la collectivisation générale n'a représenté qu'une déduction hâtive et erronée, est celui selon lequel les forces économiques ne doivent pas dominer les hommes mais leur être soumises

et être guidées et contrôlées par eux, comme cela se passe pour les forces de la nature, de la façon la plus rationnelle et afin que les grandes masses n'en soient plus les victimes. Les forces de progrès gigantesques qui naissent de l'intérêt individuel ne doivent pas être noyées dans le marais de la pratique routinière (*), pour que l'on se retrouve ensuite face au problème insoluble de devoir ressusciter l'esprit d'initiative au moyen des différenciations de salaires et d'autres expédients de ce genre. Il faut, bien au contraire, exalter et amplifier ces forces en leur offrant davantage d'opportunités de développement et d'engagement et il faut, dans le même temps, consolider et perfectionner les digues qui les canalisent vers les objectifs présentant les plus grands avantages pour la collectivité tout entière.

La propriété privée doit être abolie, limitée, corrigée ou même élargie, cas par cas, et non de façon dogmatique et par principe. Cette orientation s'insère naturellement dans le processus de formation d'une vie économique européenne libérée des cauchemars du militarisme ou de la bureaucratie nationale. La solution rationnelle doit l'emporter sur la solution irrationnelle et ce jusque dans la conscience des travailleurs. Afin d'indiquer d'une manière plus détaillée le contenu de cette orientation et pour mettre en évidence que l'intérêt et les modalités de chaque point de ce programme doivent être pesés en fonction du condition préalable désormais indispensable de l'unité européenne, nous mettons l'accent sur les points suivants :

a) On ne peut laisser entre les mains de particuliers les entreprises qui, exerçant une activité nécessairement monopoliste, sont à même d'exploiter la masse des consommateurs, comme par exemple les industries électriques, les entreprises que l'on veut maintenir en vie pour des raisons d'intérêt général mais qui ont besoin pour survivre, de droits protectionnistes, de subsides, de commandes de faveur, etc. (l'exemple le plus remarquable de ce type d'industrie est représenté à ce jour, en Italie, par la sidérurgie) ainsi que les entreprises qui, par l'importance des capitaux inve-

(*) En français dans le texte (N.d.T).

stis, le nombre d'ouvriers employés ou l'importance du secteur qu'elles dominent, peuvent être en mesure d'opérer un chantage à l'égard des organes de l'Etat et d'imposer ainsi une politique à leur avantage (par exemple les industries minières, les instituts bancaires importants, les grandes entreprises d'armement). C'est là un domaine où il faudra procéder, de toute évidence, à des nationalisations sur une très grande échelle, sans aucun égard pour les droits acquis.

b) Les caractéristiques qui, dans le passé, ont marqué le droit de propriété et le droit de succession, ont permis l'accumulation, dans les mains d'un petit nombre de privilégiés, des richesses qu'il faudra distribuer, pendant une crise révolutionnaire, d'une manière égalitaire, afin d'éliminer les classes parasitaires et de donner aux travailleurs les moyens de production dont ils ont besoin, dans le but d'améliorer leurs conditions économiques et de les faire accéder à une plus grande indépendance de vie. C'est-à-dire que nous pensons, d'une part, à une réforme agraire qui, transférant la terre à ceux qui la cultivent, accroisse considérablement le nombre des propriétaires et à une réforme industrielle qui étende la propriété des travailleurs dans les secteurs non étatisés, au moyen des gestions coopératives, de l'actionnariat ouvrier, etc.

c) Il faut assister les jeunes par des aides telles que les distances entre les positions de départ, dans la lutte pour la vie, soient réduites au minimum. En particulier, l'école publique devra offrir des possibilités effectives de poursuite des études jusqu'aux degrés supérieurs aux éléments les plus aptes et non seulement aux plus riches ; elle devra aussi préparer, dans toutes les branches d'études, en vue de l'accès aux divers métiers et activités libérales et scientifiques, un nombre d'individus correspondant à la demande du marché, de sorte que les rémunérations moyennes puissent se maintenir, pour toutes les catégories professionnelles, à peu près à un même niveau, et que les divergences salariales soient, au sein de chaque catégorie, à la mesure des capacités individuelles.

d) Grâce à la technique moderne, le potentiel de production de

masse des produits de première nécessité est désormais presque sans limites et permet de garantir à tous, et à un coût social relativement bas, la nourriture, le logement et l'habillement ainsi que le minimum de confort nécessaire à la sauvegarde du sens de la dignité humaine. La solidarité humaine à l'égard des laissés pour compte dans la lutte économique, ne devra donc plus se manifester sous des formes caritatives toujours avilissantes et qui suscitent les maux mêmes auxquels elles entendent porter remède, mais une série de mesures qui garantissent sans condition à tous — que l'on soit ou non en mesure de travailler — un niveau de vie décent, sans toutefois réduire la stimulation au travail et à l'épargne. Personne ne sera donc plus acculé à la misère ou contraint d'accepter des contrats de travail asservissants.

e) La libération des classes laborieuses ne peut se faire qu'en réalisant les conditions que nous venons d'énumérer aux points précédents : il ne faut pas les laisser retomber sous la coupe de la politique économique des syndicats monopolistes, qui transposent tout simplement dans le camp ouvrier, les méthodes d'étouffement propres, avant tout, au grand capital. Les travailleurs doivent être laissés libres de choisir leurs mandataires chargés de traiter collectivement les conditions auxquelles ils entendent prêter leur force de travail et l'Etat devra leur donner les moyens juridiques pour garantir le respect des pactes conclus. Toutes les tendances monopolistes pourront être efficacement combattues une fois ces transformations sociales réalisées.

Ce sont là les changements nécessaires si l'on veut créer autour de l'ordre nouveau une large couche de citoyens intéressés à son maintien et si l'on veut donner à la vie politique une empreinte consolidée de liberté et caractérisée par un sens profond de la solidarité sociale. C'est en les fondant sur ces bases que les libertés politiques pourront vraiment avoir, aux yeux de tous, un contenu concret et pas seulement formel, du fait que la masse des citoyens jouira d'une indépendance et d'une connaissance suffisantes pour exercer un contrôle continu et efficace sur la classe gouvernante.

Il nous paraît superflu de nous étendre sur les institutions

constitutionnelles car, ne pouvant prévoir les conditions dans lesquelles elles devront naître et opérer, nous ne ferions que répéter ce que tout le monde sait déjà sur la nécessité d'organismes représentatifs, sur la formation des lois, sur l'indépendance de la magistrature qui prendra la place de l'actuelle pour l'application impartiale des lois promulguées, sur la liberté de presse et d'association, nécessaire pour éclairer l'opinion publique et offrir à tous les citoyens la possibilité de participer à la vie de l'Etat. Il y a cependant deux questions sur lesquelles il nous semble opportun de mieux préciser les idées (en raison même de leur importance particulière en ce moment dans notre pays) : celle des rapports de l'Eglise et de l'Etat et celle du caractère de la représentation politique :

a) Le Concordat, par lequel le Vatican a conclu son alliance avec le fascisme, devra naturellement être aboli afin de définir le caractère purement laïque de l'Etat et d'affirmer, sans équivoque aucune, la suprématie de l'Etat sur la vie du pays. Toutes les croyances religieuses devront être également respectées, mais l'Etat ne devra plus avoir de budget des cultes.

b) La baraque de carton-pâte que le fascisme a édifiée avec son organisation corporative tombera en morceaux en même temps que toutes les autres parties de l'Etat totalitaire. Certains estiment que l'on pourra tirer demain de ces débris les matériaux du nouvel ordre constitutionnel. Quant à nous, nous ne le croyons pas. Dans les Etats totalitaires, les chambres corporatives ne sont que la farce couronnant le contrôle policier des travailleurs. Même si, par conséquent, les chambres corporatives étaient l'expression sincère des diverses catégories de producteurs, les organes de représentation des différentes catégories professionnelles, elles ne pourraient jamais être qualifiées pour traiter des questions de politique générale et deviendraient, dans les questions plus spécifiquement économiques, des organes où s'exercerait la suprématie des catégories les plus puissantes au plan syndical. Les syndicats auront de larges fonctions de collaboration avec les organes de l'Etat attachés à la solution des problèmes qui les intéressent le plus

directement, mais il faut certes exclure qu'il puisse leur être dévolu une quelconque fonction législative, car cela entraînerait une anarchie féodale au sein de la vie économique et donc un nouveau despotisme politique. Nombreux sont ceux qui se sont laissés prendre ingénument au mythe du corporatisme et qui pourront et devront être attirés par l'oeuvre de rénovation ; mais il faudra qu'ils se rendent bien compte du degré d'absurdité de la solution dont ils rêvaient confusément. Le corporatisme ne peut avoir de vie concrète que dans la forme choisie par les Etats totalitaires pour embrigader les travailleurs aux ordres de fonctionnaires qui en contrôlent les moindres mouvements, dans l'intérêt de la classe gouvernante.

Le parti révolutionnaire ne peut être improvisé d'une manière dilettante au moment décisif, mais il faut qu'il commence à se former dès à présent, au moins dans son attitude politique de fond, dans ses cadres généraux et dans ses premières directives d'action. Il ne doit pas représenter une masse hétérogène de tendances, rassemblées uniquement à titre négatif et transitoire, par leur passé antifasciste et dans la seule attente de la chute du régime totalitaire et prêtes à se disperser chacune pour son compte, une fois ce but atteint. Le parti révolutionnaire sait bien, au contraire, que c'est alors seulement que commencera véritablement son oeuvre ; il faut donc qu'il soit constitué par des hommes se trouvant en accord sur les principaux problèmes de l'avenir.

Il doit pénétrer, par sa propagande méthodique, partout où il y a des gens opprimés par le régime actuel et, prenant comme point de départ, à chaque fois, le problème ressenti comme le plus douloureux par les individus ou par les différentes classes, montrer qu'il se rattache à d'autres problèmes et indiquer quelle pourrait en être la vraie solution. Mais dans la sphère de plus en plus vaste de ses sympathisants, il ne doit prendre et introduire dans l'organisation même du mouvement que ceux qui ont fait de la révolution européenne le but principal de leur vie et qui réalisent, jour après jour et avec discipline, le travail nécessaire, ceux aussi qui contribuent prudemment à sa sécurité continue et efficace, même dans les conditions de la plus dure illégalité, afin

qu'ils constituent l'infrastructure solide qui donne sa consistance à la sphère plus fragile des sympathisants.

Tout en ne négligeant aucune occasion ni aucun domaine pour répandre sa parole, il doit diriger son activité en tout premier lieu vers les milieux les plus importants en tant que centres de diffusion des idées et de recrutement d'hommes combattifs, et, avant tout, vers les deux groupes sociaux les plus sensibles dans la situation d'aujourd'hui et décisifs dans ces domaines, à savoir la classe ouvrière et les milieux intellectuels. La première est celle qui s'est le moins soumise à la férule totalitaire et qui sera aussi la plus prompte à se réorganiser. Quant aux intellectuels, les plus jeunes en particulier, ils sont ceux qui se sentent le plus étouffer, du point de vue de l'esprit, et qui ont le plus de dégoût du despotisme au pouvoir. Au fur et à mesure, d'autres classes sociales seront inévitablement attirées dans le mouvement général.

Tout mouvement incapable de concilier ces forces est condamné à la stérilité, étant donné que s'il est exclusivement un mouvement d'intellectuels, il sera privé de la force de la masse nécessaire pour renverser les résistances réactionnaires et aura une attitude de défiance à l'égard de la classe ouvrière qui ne lui fera pas confiance non plus, même s'il est animé de sentiments démocratiques, il sera enclin à glisser, face aux difficultés, sur le terrain de la mobilisation de toutes les autres classes contre les travailleurs, c'est-à-dire, en définitive, vers une restauration fasciste. S'il s'appuie seulement sur le prolétariat, il sera privé de la clarté de pensée qui ne peut lui venir que des intellectuels et qui est nécessaire pour identifier les nouvelles tâches et les nouvelles voies ; il demeurera prisonnier de la vieille analyse de classe, verra des ennemis partout et glissera vers la solution doctrinaire communiste.

Durant la crise révolutionnaire, c'est à ce mouvement qu'il incombe d'organiser et de diriger les forces progressistes, en se servant de tous les organes populaires qui se forment spontanément comme des creusets ardents où vont se fondre les masses révolutionnaires, non pour émettre des plébiscites, mais dans l'attente d'être guidés. Il puise la vision et la certitude de ce qu'il doit faire, non dans une consécration à priori de la part d'une volonté populaire encore inexistante, mais dans la conscience de représen-

ter les exigences profondes de la société moderne. C'est ainsi qu'il donne les premières directives de l'ordre nouveau, la première discipline sociale aux masses informes. A travers cette dictature du parti révolutionnaire, prend forme le nouvel Etat et, autour de lui, la véritable démocratie nouvelle.

Il n'y a pas à craindre qu'un tel régime révolutionnaire débouche nécessairement sur un nouveau despotisme. Il ne risque d'y aboutir que s'il a modelé un type de société servile ; mais si le parti révolutionnaire sait, d'une main ferme et dès ses premiers pas, créer les conditions d'une vie libre au sein de laquelle tous les citoyens peuvent participer réellement à la vie de l'Etat, alors son évolution se fera — même si c'est à travers d'éventuelles crises politiques secondaires — dans le sens d'une compréhension progressive et de l'acceptation par tous de l'ordre nouveau et, par conséquent, dans le sens d'une possibilité croissante de fonctionnement correct d'institutions politiques libres.

C'est aujourd'hui qu'il faut savoir se débarrasser des vieux fardeaux devenus encombrants, se tenir prêt à accueillir les nouveautés qui se présentent et sont si différentes de tout ce qu'on avait pu imaginer, savoir rejeter ceux des plus âgés qui se révèlent inaptes et susciter, parmi les jeunes, des énergies nouvelles. C'est aujourd'hui que se cherchent et se trouvent, en commençant à tisser la trame de l'avenir, ceux qui ont su discerner les motifs de la crise actuelle de la civilisation européenne et recueillent ainsi l'héritage de tous les mouvements d'émancipation de l'humanité qui ont échoué pour n'avoir pas su comprendre quel était le but à atteindre ni imaginer les moyens d'y parvenir.

Le chemin à parcourir n'est pas facile, ni sûr, mais il faut le parcourir, et il le sera !